

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 55 Juin 2008

M. X a-t-il des chances ?

Les campagnes électorales sont devenues des « festivals de narration » au cours desquels s'affrontent des personnages plutôt que des idéologies et où l'élection sanctionne les performances d'un acteur-candidat, sa capacité à capter l'attention et susciter l'émotion plutôt que ses compétences (1)...

Dans sa façon de gouverner, Sarkozy est resté fidèle à ce qui avait si bien marché pendant sa campagne : beaucoup de mise en scène, une omniprésence médiatique, des discours parfois peu sincères. Mais la magie n'opère plus. « Trop de communication tue la communication ». « L'inflation d'histoires ruine la crédibilité du narrateur » (2).

M. X, lui, **devra** ne pas raconter d'histoires. Mais **tenir un discours de vérité sur les questions essentielles**.

Comme Olivier de Schutter, le nouveau rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, il devra nous dire que « **la main invisible du marché** » (le libéralisme économique) « **n'est pas solution, c'est le problème** ». C'est un système économique axé sur la recherche du profit pour quelques-uns, plutôt que sur le bonheur de tous. « On paie vingt ans d'erreurs ». Les institutions financières internationales – la Banque mondiale et le Fonds monétaire international – en prônant la libéralisation des marchés, ont rendu les pays en développement « vulnérables à la volatilité des prix ». « Les plans d'ajustement structurels du FMI ont poussé les pays les plus endettés à développer des cultures d'exportation et à importer la nourriture qu'ils consomment ». D'où les émeutes de la faim qui se multiplient aujourd'hui. « **L'ère de la nourriture à bas prix est derrière nous** ».

M. X devra nous dire aussi, toujours comme Olivier de Schutter, qu'il faut consommer moins d'énergie, utiliser moins d'automobiles, et ne pas se faire d'illusions sur la capacité des nouvelles technologies à nous permettre de poursuivre notre mode de vie occidental (3).

La hausse du prix du pétrole, en effet, **ne fait que commencer** (4). Au lieu de se précipiter vers les fausses solutions, telles que les agrocarburants (manger ou conduire, il faut choisir) ou l'énergie nucléaire (les réserves d'uranium, elles non plus, ne sont pas inépuisables ; la question des déchets n'est pas résolue ; ...), et qui de toute façon ne sont pas à la hauteur du problème posé, il faut lucidement œuvrer à mettre fin à notre addiction au pétrole.

Ce qui n'est pas une mince affaire : relocaliser les activités économiques, réduire notre consommation de biens matériels, isoler les logements, ... Il faut en outre diviser par quatre, comme nous nous y sommes engagés, d'ici 2050, nos émissions de gaz à effet de serre... La réflexion, l'inventivité, l'effort collectif de notre peuple doivent être orientés dans cette direction.

La première vertu des gouvernements, c'est de savoir anticiper. N'attendons pas que se multiplient des conflits comme celui des marins-pêcheurs aujourd'hui (5).

M. X devra dire ensuite que **l'Europe ne peut se faire dans le dos des peuples**. Et que l'adoption sans référendum du traité de Lisbonne fut, de ce point de vue, une faute. L'Europe est une grande idée. Cette idée ne sera véritablement adoptée par les peuples que si la démocratie y est renforcée, plus lisible, et que si des mécanismes sont mis en place pour **faire progressivement converger l'ensemble vers le niveau le plus élevé**, qu'il s'agisse des salaires, de la qualité des services publics, de la protection des travailleurs... Aujourd'hui, c'est l'inverse qui se passe. La « concurrence libre et non faussée » tire vers le bas les salaires, la protection sociale, les services publics... M. X devra faire des propositions pour réorienter l'Europe dans le bon sens.

Enfin, M. X devra **dire comment la France peut réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur**. Rétablir l'équilibre du commerce extérieur, réduire notre dette.

Ces changements, immenses - qui mériteraient, eux, d'être appelés « réformes » - ne pourront être mis en œuvre que **si la justice sociale est rétablie**. Oui, il faut d'abord rééquilibrer les salaires par rapport aux profits. Oui, il faut rétablir, au-dessus d'un seuil raisonnable, les droits de succession (pour éviter que le pouvoir continue de se transmettre de façon héréditaire). Oui, il faut plafonner les rémunérations, parachutes dorés et primes indécentes (6). Oui, il faut, à l'inverse de la pratique actuelle, redonner dans l'entreprise du pouvoir aux salariés, qui sont les véritables créateurs de richesse.

Avec un tel programme, M. X a-t-il des chances ?

Oui, si, et seulement si, il réussit à **rassembler toute la gauche**.

Au PS, certains responsables sont prêts à une suicidaire alliance avec un centre introuvable. D'autres suggèrent de cesser de se référer au socialisme. Ou, à contretemps (7), se revendiquent du libéralisme économique. Tandis qu'à l'inverse, un proche d'Henri Emmanuelli souhaite « que l'on ne parle pas seulement de l'augmentation de la durée de cotisation et de la restauration de la compétitivité des entreprises mais aussi de la nécessité de rééquilibrer le partage entre salaires et revenus du capital » (*Razzy Hammadi, Le Monde, 18-19 mai*).

A la gauche du PS, inspiré par l'exemple allemand de « die Linke », on cherche à construire une « alternative à gauche » (8). Et la LCR d'Olivier Besancenot appelle à la création d'un « Nouveau parti Anticapitaliste ».

Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, avec la constitution de la Vème République, l'élection présidentielle est le moment-clé de notre vie démocratique.

François Mitterrand l'avait compris. Seul homme de gauche qui ait, jusqu'à présent, réussi à se faire élire président de la République, il avait construit sa victoire sur une stratégie : l'union des socialistes, puis l'union de toute la gauche.

Si les forces de gauche se présentent désunies devant les électeurs, elles ne pourront prétendre à la victoire. Quel que soit le discrédit qui atteindra alors l'actuel locataire de l'Elysée, la droite ne manquerait pas de champions de rechange, qui pourraient comme d'habitude faire croire au « changement », à la « rupture », à la « réforme »...

Si, au PS, une majorité laisse de côté une partie des aspirations populaires, elle ne pourra compter sur le rassemblement nécessaire pour l'emporter.

Si une « alternative à gauche » se construit en s'enfermant dans un certain « fatalisme, un esthétisme de la minorité » (Julien Dray), elle se condamnera à une posture contestataire sans prise sur les événements.

On le voit, la partie n'est pas facile pour M. X.

Mais si, patiemment, il réussit à fédérer toute la gauche, alors, soyons-en sûrs, il parviendra aussi à convaincre une majorité de Français.

Courage, M. X ! Tenez bon !

- (1) Christian Salmon (*Storytelling, Le Monde, 10 mai*), qui ajoute : « lors de la présidentielle en France, chaque camp a emprunté à l'autre des éléments de sa mythologie. La droite a pris Jaurès, la valeur travail, le changement... La gauche, la nation, l'ordre, la sécurité... »
- (2) Le même Christian Salmon (*Le Monde, 3 mai*), qui illustre ainsi son propos : « au cours de sa dernière intervention télévisée, Nicolas Sarkozy a justifié l'envoi de troupes en Afghanistan par l'impossibilité de dialoguer avec « des gens qui ont amputé d'une main une femme qui avait du vernis à ongles ». Une référence à la cruauté des talibans si souvent répétée qu'on ne se soucie plus d'en vérifier l'authenticité, comme si la cruauté des châtiments, -de la lapidation des femmes adultères à l'interdiction pour les jeunes filles d'aller à l'école-nous dispensait d'enquêter ». D'où est donc née cette rumeur ? « Une source semble en être un rapport d'Amnesty International datant de 1997 (...) « dans un cas au moins, les châtiments infligés ont pris la forme d'une mutilation. En octobre 1996, des talibans auraient sectionné l'extrémité du pouce d'une femme dans la quartier de Khair Khana à Kaboul. Cette « punition avait apparemment été infligée à cette femme parce qu'elle portait du vernis à ongles . » La même story a ensuite été massivement utilisée par la **communication de guerre des campagnes en Afghanistan et en Irak**. Ainsi, Laura Bush : « seuls les terroristes et les talibans menacent d'arracher les doigts qui ont les ongles vernis » (17 septembre 2001) ; et Cherie Blair (le lendemain) : « « en Afghanistan, si vous avez du vernis à ongles, vous pouvez avoir les ongles arrachés ».
- (3) *Le Monde, 3 mai*. **ATTAC**, qui fête cette année ses dix ans, a depuis l'origine attiré l'attention sur ces questions, qui inspirent désormais tous les discours.
- (4) On a dépassé les **130 \$ le baril** en ce mois de mai 2008. Les économistes (du moins la plupart d'entre eux) ont du mal à comprendre qu'une ressource puisse ne pas être illimitée. Ainsi, « Cyclope », la « bible » des marchés, (sous la direction de Philippe Chalmin, professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, prévoit-elle une fourchette de prix pour 2008 « entre 60 et 120 \$ » (*Le Monde, 20 mai*). *Rendez-vous dans un an !* ... Pour sa part, avec bon sens, l'Arabie saoudite (1^{er} fournisseur mondial), a annoncé qu'elle allait plafonner sa production quotidienne à 12,5 millions de barils entre 2009 et 2020 pour préserver ses réserves et les intérêts des générations futures avec elles. « Chaque fois qu'il y a de nouvelles découvertes, laissez-les dans le sol car nos enfants en auront besoin », a tranché le roi. (*Le Monde, 20 mai*).

- (5) Avec la hausse du prix du gazole, pour beaucoup de **marins-pêcheurs**, il n'est plus rentable de sortir en mer. Pour venir à bout du conflit, l'Etat va verser une aide, de façon que le litre de gazole ne leur coûte que 40 centimes d'euros, au lieu de 70 aujourd'hui. On paie ici, par de très mauvais arrangements, une insuffisance d'anticipation. Pourquoi ne pas répercuter le prix du gazole sur celui du poisson ? Pourquoi ne pas avoir mis en œuvre une politique de réduction du nombre de bateaux (car on sait que la ressource en mer est en voie d'épuisement) ? Pourquoi ne pas avoir réorienté, comme d'autres pays européens, auxquels nous achetons car ils sont moins chers, vers le poisson d'élevage ? (*Le Monde, 21 mai, 23 mai*).
Après les pêcheurs, qui réclamera que le pétrole soit subventionné ? les transporteurs routiers ? les agriculteurs ? les habitants des banlieues mal desservies qui n'ont pas d'autre solution que l'automobile pour aller travailler ?

La facture de l'imprévoyance sera lourde. On ne tardera pas à regretter de ne pas avoir privilégié le développement du fret ferroviaire par rapport au transport routier ; l'agriculture biologique par rapport à l'agriculture productiviste ; une urbanisation maîtrisée, articulée avec un réseau dense de transports en commun, plutôt qu'une extension vers des banlieues toujours plus éloignées des centres-villes...

- (6) La commission des finances de l'Assemblée elle-même relève que « les mille premiers bénéficiaires, par ordre décroissant, des **niches fiscales**, sont des contribuables qui, par le truchement des investissements outre-mer, réussissent à faire baisser de plus de moitié leur impôt sur le revenu et obtiennent une **réduction moyenne de 300 000 euros** » (*Le Monde, 9 mai*).

Lors d'une réorganisation du capital, les cadres dirigeants du groupe Wendel se sont partagé 324 millions d'euros en actions en 2007. La part de l'ancien président du Medef, le baron Seillère, était de 79 millions d'euros (*Le Monde, 2 mai*).

A qui étaient destinés les 21 344 691 euros prélevés, par liasses de billets de 100 euros, sur les « comptes spéciaux » de l'UIMM ? Pourquoi l'enquête judiciaire a-t-elle démarré en septembre 2007, par un signalement de l'organisme antiblanchiment Tracfin, alors que les retraits suspects étaient connus des banques depuis 1995 ? (...) Dans cette affaire, il est question de retraits suspects, de sac à main rempli de billets, de talons de chèques passés au broyeur. Et, surtout, rien n'explique la lenteur de la procédure ... (*Le Monde, 16 mai*).

- (7) Sous l'égide de **la Banque mondiale**, la commission « croissance et développement », présidée par le prix Nobel américain Michael Spence, un libéral orthodoxe, et qui compte vingt et une sommités internationales, **remet en cause le fameux et très libéral « consensus de Washington** ». « Plus l'économie croît », écrit-elle, « plus une administration publique active et pragmatique a un rôle crucial à jouer ». Ce qui signifie « une planification à long terme », des fonctionnaires mieux payés pour obtenir « une administration compétente, crédible et motivée », des investissements publics dans les infrastructures, l'éducation et la santé, car « loin d'évincer l'investissement privé, ces dépenses l'attirent. Le consensus de Washington ignorait les conséquences sociales des politiques qu'il préconisait. A rebours, la commission Croissance et développement investit ce domaine, car elle est convaincue que l'insécurité économique fragilise le soutien des populations aux réformes nécessaires à la réussite de la mondialisation. Elle demande donc que les destructions d'emplois ne soient pas empêchées, mais qu'elles soient accompagnées par des programmes sociaux aidant les personnes à s'adapter à la nouvelle donne. Dans le même esprit, elle conseille aux gouvernements de contenir les écarts de revenus que la croissance provoque toujours dans un premier temps et qui pourraient déclencher des troubles ». (*Le Monde, 23 mai*).

- (8) **Politis lance un appel** qui a déjà reçu plus de 3500 signatures, parmi lesquelles Robert Castel, Jacques Testard, Jacqueline Fraysse, Bernard Langlois, ...

Extrait : « nous en appelons donc à l'affirmation d'une gauche enfin à gauche. Qui n'oublie plus la nécessité de redistribuer les richesses. Qui soit en phase avec les aspirations des salariés, avec ou sans papiers, des quartiers populaires, des jeunes. Qui conjugue urgence sociale, urgence démocratique et urgence écologique. Qui permette au peuple d'exercer sa souveraineté dans tous les domaines. Qui place l'égalité entre hommes et femmes au cœur de son projet. Qui milite pour un nouveau mode de production et de consommation, soutenable et respectueux des équilibres écologiques. Qui promeuve la construction d'une autre Europe et de rapports de codéveloppement avec le Sud. Qui devienne, ce faisant, une véritable force.

Militants politiques, acteurs du mouvement social et culturel, nous pouvons dès à présent agir de façon coordonnée. Sans préalable sur les engagements des uns et des autres, construisons un cadre permanent qui nous permette, ensemble, nationalement et localement, de réfléchir aux moyens d'une vraie réponse politique aux attaques de la droite et du Medef et d'aborder les grands rendez-vous qui s'annoncent ».

Bonnes nouvelles

La justice a reconnu pour la première fois le droit opposable au logement. Namizata Fofana, 26 ans, seule avec deux enfants, demandait en vain un logement social depuis 2005. La commission de médiation de Paris, auprès de laquelle elle avait déposé un dossier afin d'obtenir un HLM, avait jugé son cas « prioritaire », mais pas « urgent ». Le juge des référés, en application de la loi DALO du 5 mars 2007, a estimé au contraire qu'il y avait urgence. La commission de médiation devra réexaminer le dossier. Si elle donne raison à Mme Fofana, le préfet devra lui trouver un logement social dans les six mois. Si elle n'était toujours pas logée le 1^{er} décembre, elle pourrait

assigner devant le tribunal administratif l'Etat, qui pourrait être condamné à payer des pénalités financières. (*Le Monde*, 22 mai).

Monde

Chine

Des milliers de migrants chinois s'installent partout en Afrique pour construire. En 2007, la Chine a pris la place de la France comme second plus gros partenaire commercial de la Chine. La Chine a un besoin vital en matières premières dont le continent regorge : le pétrole, les minerais, mais aussi le bois, le poisson et les produits agricoles. La Chine est plus qu'une parabole de la mondialisation, c'est son parachèvement, un basculement des équilibres internationaux, un tremblement de terre géopolitique... (*Le Monde*, 20 mai, rendant compte de l'ouvrage « *La Chinafrique*, de Serge Michel et Michel Beuret).

Birmanie, Chine. Deux catastrophes naturelles qui ont fait plusieurs dizaines de milliers de morts et des millions de sans-abri. Typhon en Birmanie, séisme en Chine. Catastrophe naturelle, certes, mais des morts auraient sans doute pu être évitées. En Birmanie, si les pouvoirs publics avaient en temps utile alerté les populations (les touristes dans les hôtels de luxe, eux, ont été prévenus et ont pu s'échapper), et ensuite permis aux ONG d'apporter rapidement des secours. En Chine, si les établissements scolaires avaient été construits en respectant les normes antisismiques (au Japon, grâce au respect de ces normes, les tremblements de terre sont moins meurtriers). Le drame en Chine est d'autant plus bouleversant que souvent les victimes sont des enfants uniques...

Montrouge.

Une nouvelle manifestation de **soutien à Bokara Kamissoko**, père d'une élève scolarisée à l'école Maternelle Boileau, à Montrouge, et toujours menacé d'expulsion, a été organisée le samedi 17 mai à 9H30 devant la Maternelle Boileau, 6 rue Racine, à Montrouge, à l'initiative notamment de RESF.

A cette occasion, ont été évoqués aussi les cas des autres sans-papiers de Montrouge, ceux régularisés et ceux dont le dossier reste en attente. C'est en diffusant l'information, en faisant connaître notre désapprobation, que nous pourrions éviter des drames humains et des injustices. Merci à RESF.

ATTAC 92 a le plaisir de vous inviter à une **réunion-débat** publique, gratuite et conviviale, le mercredi 4 juin, à 20 H 30, au café du 7, rue Sadi Carnot, sur le thème : « Non-violence active et désobéissance civique ». Venez en discuter, avec Bernard Blavette, ancien président d'ATTAC 92. Nous parlerons aussi des projets de modification de la Constitution française.

Courrier des lecteurs

D.C. Comme d'habitude, j'ai lu avec intérêt ce numéro et comme d'habitude, je suis en total désaccord avec ta comparaison France-Allemagne. J'ai plus d'une fois donné mon opinion sur les causes de la meilleure "performance" de l'économie allemande : principalement, c'est par l'imposition d'une politique sociale du type sarkozyste dur (avec les tristement célèbres accords "Harz 4") que l'économie allemande a accentué sa tendance très fortement exportatrice, d'où la moins mauvaise situation des comptes outre-Rhin que chez nous. En outre, les patrons allemands délocalisent nettement plus leurs activités que leurs homologues français dans les Etats nouvellement membres de l'UE, pour la simple raison que ces nouveaux membres sont historiquement et culturellement beaucoup plus proches de l'Allemagne que de la France (les patrons français, eux, délocalisent au Maghreb -Maroc et Tunisie, surtout-, un peu en Roumanie -latinité oblige- et un peu en Inde).

Le résultat en est aussi un marché intérieur encore plus déprimé que le nôtre et une chute plus importante encore des revenus du travail par rapport à ceux du capital : persönlich, nein Danke !

Au surplus, M. X, interrogé à propos de l'Allemagne et de ses "performances", répond en parlant des éoliennes danoises. M. X serait-il un de ces politiciens qui répondent le plus souvent à d'autres questions que celles qui leur sont posées ? Je n'ose le croire !

[Je voulais surtout dire -mais à la relecture je m'aperçois que c'est très elliptique (il faut impérativement que l'édition ne déborde pas de la page, c'est très exigeant, et on ne peut pas tout dire en si peu de place)- que contrairement à l'Allemagne, ce que nous avons à proposer sur le marché international n'est pas bien adapté aux besoins actuels et surtout futurs.

Ce qui n'enlève rien à la pertinence de ton commentaire. JPA].

Enfin, je ne partage pas tes préoccupations relatives à la fécondité française. Le taux de fécondité, ici, est à peu près égal à celui qui est nécessaire pour le renouvellement des générations. Souhaites-tu vraiment voir une France moins peuplée ? Réalises-tu que ça donnerait des arguments supplémentaires à nos gouvernants de tous bords pour diminuer encore le montant de nos retraites ? Solidairement. Le Ronchon.

[Sur la démographie, je maintiens mon propos. Ces « arguments pour diminuer encore le montant de nos retraites » seraient des arguments spécieux. Il ne faut pas raisonner de façon comptable. Le montant de la retraite est une question de répartition entre travail et capital, et entre actifs et retraités. De quelle quantité de travail, au total, aurons-nous besoin à l'avenir, en France, pour vivre correctement, sans succomber au fétichisme de la marchandise, et en respectant la planète? J'ai écrit un éditorial là-dessus (plus de travail? moins de travail?). Et il ne manque pas, dans des pays où la fécondité est encore bien supérieure à la nôtre (provisoirement, je l'espère et je le crois), de personnes qui accepteraient (ou même souhaiteraient vivement, ou encore seraient contraintes -par la désertification, hélas, ou les guerres...) de venir travailler en Europe et en France. JPA].

JCM Mauvaise nouvelle de routine, lue dans la presse à la rubrique "offres d'emplois" :

"Grande formation de gauche, en panne d'idées, cherche candidat(e) *charismatique* pour les élections présidentielles de 2012. Envoyer lettre de motivation avec photographie. Dans le C.V., une expérience dans le show-bizz serait un atout. Talent particulier : habileté à manier la langue de bois d'inspiration néo-marxiste (c'est la faute à Bruxelles) en distillant des messages néo-lepénistes subliminaux (c'est à cause des autres) pour séduire les couches populaires. Bien noter que l'objectif n'est pas de gagner (ce qui mettrait la formation dans l'embarras) mais de couler "pavillon haut" dans le rôle d'éternelle victime de la modernité."

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance,

indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.